

Fracture numérique

Le Fonds Wade cherche à exister

Le **Fonds de solidarité numérique**, dont le principe avait été lancé il y a deux ans à Genève, lors de la première phase du Sommet mondial de la société de l'information (SMSI), a reçu vendredi dernier l'appui formel des participants à la rencontre de Tunis qui ont notamment salué «un mécanisme financier innovant». Mais ce Fonds fonctionnera uniquement grâce à des contributions volontaires, les pays du Sud n'étant pas parvenus à convaincre les pays riches de mettre la main à la poche pour réduire la fracture numérique Nord-Sud.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que l'on ne se bouscule pas pour financer le Fonds de solidarité numérique. Depuis son lancement officiel en mars dernier à Genève, seuls neuf Etats, la plupart africains, ont en effet payé une contribution volontaire de 300 000 euros. Une douzaine de collectivités locales ont également apporté leur pierre à l'édification de ce nouvel organe dont la philosophie est pourtant de «redonner un sens à la solidarité». Car faute d'être parvenus à convaincre les pays riches de supporter matériellement ce Fonds, ses promoteurs comptent sur toutes les bonnes volontés pour financer des projets destinés à réduire la fracture numérique qui ne cesse de se creuser entre le Nord et le Sud. Actuellement, le Fonds dispose de quelque huit millions d'euros mais d'autres pays –la Mauritanie, le Gabon, le Bénin, le Cameroun et la Chine– se sont, à Tunis, engagés à verser leur contribution. L'Espagne et d'autres Etats européens pourraient également rapidement participer à l'aventure et l'Union européenne, quant à elle, réfléchit à une forme de collaboration.

«Nous sommes dans un processus, explique Alain Clerc, le secrétaire exécutif du Fonds de solidarité numérique. Pour véritablement réduire la fracture qui existe entre le Nord et le Sud, il nous faudrait des centaines de millions d'euros mais nous comptons sur nos projets pour provoquer un effet boule de neige et engranger les financements dont nous avons besoin». Le Fonds a ainsi présenté à Tunis une de ses toutes premières initiatives, qu'il a réussi à mettre sur pied en trois mois à peine. En collaboration avec AIDSETI, un réseau d'ONG actives dans la lutte contre le sida, il a financé l'accès par satellite à Internet dans huit communautés pilotes du Burkina Faso et du Burundi confrontées à la maladie. Grâce à des connections haut débit, les centres médicaux de ces localités isolées, qui sont désormais reliés à des structures hospitalières occidentales, à des instituts de recherche publics et privés ou encore à des ONG, peuvent échanger des informations concernant le suivi de leurs patients ou bien la mise en place de nouvelles thérapeutiques. Ils ont également accès à des bases de données sur la prévention, la prise en charge et le traitement des malades. A terme, il est également prévu d'équiper ces structures de matériel médical, comme par exemple des laboratoires d'analyse sanguine, qui permettront des diagnostics à distance quasi-instantanés.

Ce projet, qui va dans les prochains mois être étendu à d'autres communautés, a pour le moment coûté deux millions de dollars. Ces promoteurs affirment qu'il pourrait être adapté à d'autres maladies, comme le paludisme ou le choléra, qui chaque année font encore des centaines de milliers de morts, notamment en Afrique.

De grands espoirs dans la télémédecine

Le Fonds de solidarité numérique vient également de rejoindre le projet Hopes, lancé en juin dernier par l'hôpital Georges Pompidou à Paris. Cette initiative, qui pourra désormais bénéficier des structures mises en place par le Fonds au Burkina Faso et au Burundi, permet à des enseignants de dispenser une formation à distance à des infirmiers de terrain. L'enseignement se fait depuis un studio d'enregistrement aménagé dans l'hôpital parisien connecté à deux salles de classes de Ouagadougou et Bamako. Entre chaque pause, les infirmiers posent leurs questions par e-mail, les réponses leur sont ensuite communiquées en direct, par diffusion satellite. Pour la coordinatrice du projet Hopes, le Dr Line Kleinebreil, «les premiers résultats montrent que la télémédecine et la téléformation apportent un bénéfice indéniable aux populations défavorisées». Ce projet devrait d'ailleurs dans les prochains mois être étendu à neuf autres capitales africaines.

Mais, il faut aller encore plus loin, explique le Dr Line Kleinebreil, et réussir à mettre en place, en parallèle, un réseau de veille sanitaire. Dans cette perspective, l'infirmier formé bénéficiera sur son lieu de travail d'un «kit digital» grâce auquel il restera en contact avec le centre de formation. Ce kit lui permettra non seulement de maintenir son niveau de compétence en ayant accès aux protocoles qui lui ont été enseignés, mais aussi de collaborer à un réseau de surveillance sanitaire. «Ainsi, lorsqu'il sera confronté à un symptôme, une diarrhée par exemple, il l'enregistrera sur un logiciel qui lui indiquera le protocole de soin. Si les cas identifiés atteignent un certain seuil, une alerte sera alors déclenchée afin d'avertir les autorités sanitaires», explique le Dr Kleinebreil. Selon elle, ce genre d'outil sera d'une très grande utilité pour faciliter les interventions en cas d'épidémie.

C'est avec ce genre de projets concrets, dont les résultats sont quasi-immédiatement perceptibles sur le terrain, que le Fonds de solidarité numérique espère convaincre d'éventuels contributeurs. Ces promoteurs envisagent même de mettre en place une traçabilité pour que le financement de leurs initiatives soit transparent et que la solidarité entre le Nord et le Sud devienne enfin une réalité.